

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxembourg

RECUEIL DE LEGISLATION

A—N° 6

7 février 1990

Sommaire

CONVENTIONS COLLECTIVES DE TRAVAIL

Règlement grand-ducal du 26 janvier 1990 portant déclaration d'obligation générale du 16 ^{ième} avenant à la convention collective de travail pour le bâtiment conclue entre la Confédération luxembourgeoise des syndicats chrétiens et la Confédération syndicale indépendante d'une part et la Fédération des entrepreneurs de nationalité luxembourgeoise et le Groupement des entrepreneurs du bâtiment et des travaux publics d'autre part	page 48
Règlement grand-ducal du 26 janvier 1990 portant déclaration d'obligation générale des 1 ^{er} et 2 ^{ième} avenants à la convention collective de travail pour le métier de vitrier conclue entre la Confédération luxembourgeoise des syndicats chrétiens et la Confédération syndicale indépendante d'une part et la Fédération des patrons peintres et vitriers du Grand-Duché de Luxembourg d'autre part	49
Règlement grand-ducal du 26 janvier 1990 portant déclaration d'obligation générale du 2 ^{ième} avenant à la convention collective de travail pour le métier de peintre conclue entre la Confédération luxembourgeoise des syndicats chrétiens et la Confédération syndicale indépendante d'une part et la Fédération des patrons peintres et vitriers du Grand-Duché de Luxembourg d'autre part	50
Règlement grand-ducal du 26 janvier 1990 portant déclaration d'obligation générale des 2 ^{ième} et 3 ^{ième} avenants à la convention collective de travail pour le métier de menuisier conclue entre la Confédération luxembourgeoise des syndicats chrétiens et la Confédération syndicale indépendante d'une part et l'Association des patrons menuisiers du Grand-Duché de Luxembourg d'autre part	51
Règlement grand-ducal du 26 janvier 1990 portant déclaration d'obligation générale du 2 ^{ième} avenant à la convention collective de travail pour le métier de ferblantier et calorifugeur conclue entre la Confédération luxembourgeoise des syndicats chrétiens et la Confédération syndicale indépendante d'une part et la Fédération luxembourgeoise des maîtres ferblantiers et calorifugeurs du Grand-Duché de Luxembourg d'autre part	53
Règlement grand-ducal du 26 janvier 1990 portant déclaration d'obligation générale du 1 ^{er} avenant à la convention collective de travail pour le métier d'électricien conclue entre la Confédération luxembourgeoise des syndicats chrétiens et la Confédération syndicale indépendante d'une part et l'Association des patrons électriciens du Grand-Duché de Luxembourg d'autre part	53
Règlement grand-ducal du 26 janvier 1990 portant déclaration d'obligation générale du 2 ^{ième} avenant à la convention collective de travail pour le métier de couvreur conclue entre la Confédération luxembourgeoise des syndicats chrétiens et la Confédération syndicale indépendante d'une part et la Fédération des maîtres couvreurs du Grand-Duché de Luxembourg d'autre part	54
Règlement grand-ducal du 26 janvier 1990 portant déclaration d'obligation générale du 2 ^{ième} avenant à la convention collective de travail pour le métier de carreleur conclue entre le Syndicat des carreleurs, affilié à la Confédération syndicale indépendante, d'une part et la Fédération des entreprises de carrelage du Grand-Duché de Luxembourg d'autre part	55

Règlement grand-ducal du 26 janvier 1990 portant déclaration d'obligation générale du 16^{ième} avenant à la convention collective de travail pour le bâtiment conclue entre la Confédération luxembourgeoise des syndicats chrétiens et la Confédération syndicale indépendante d'une part et la Fédération des entrepreneurs de nationalité luxembourgeoise et le Groupement des entrepreneurs du bâtiment et des travaux publics d'autre part.

Nous JEAN, par la grâce de Dieu, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau;

Vu l'article 9 de la loi du 12 juin 1965 concernant les conventions collectives de travail et l'article 22 de l'arrêté grand-ducal modifié du 6 octobre 1945 ayant pour objet l'institution, les attributions et le fonctionnement d'un Office national de conciliation;

Sur proposition concordante des membres permanents et des membres spéciaux de chacune des parties représentées à la Commission paritaire de conciliation et sur avis des Chambres professionnelles compétentes;

Vu l'article 27 de la loi du 8 février 1961 portant organisation du Conseil d'Etat et considérant qu'il y a urgence;

Sur le rapport de Notre Ministre du Travail et après délibération du Gouvernement en Conseil;

Arrêtons:

Art. 1^{er}. Le 16^{ième} avenant à la convention collective de travail pour le bâtiment conclue entre la Confédération luxembourgeoise des syndicats chrétiens et la Confédération syndicale indépendante d'une part et la Fédération des entrepreneurs de nationalité luxembourgeoise et le Groupement des entrepreneurs du bâtiment et des travaux publics d'autre part, est déclaré d'obligation générale pour l'ensemble de la profession pour laquelle il a été établi.

Art. 2. Notre Ministre du Travail est chargé de l'exécution du présent règlement qui sera publié au Mémorial avec l'avenant à la convention collective prémentionnée.

Le Ministre du Travail,
Jean-Claude Juncker

Château de Berg, le 26 janvier 1990.
Jean

AVENANT XVI DU 1^{er} JUILLET 1989 AU CONTRAT COLLECTIF POUR LE BATIMENT
CONCLU LE 6 JUILLET 1978

Modification de l'article 3 du contrat collectif pour le bâtiment conclu le 6 juillet 1978 (engagement et contrat à l'essai)

- 3.1. Le contrat de travail est régi par la loi du 24 mai 1989 sur le contrat de travail.
- 3.2. Tout engagement de main d'oeuvre se fait en collaboration avec l'Administration de l'Emploi et conformément aux dispositions légales y afférentes.
- 3.3. Les 4 premières semaines après l'engagement sont à considérer comme période d'essai qui fait partie intégrante de tout contrat de travail sans qu'il y ait besoin de faire un contrat par écrit. La période de préavis durant la période d'essai de 4 semaines est de 4 jours.
- 3.4. Il sera loisible au travailleur et à l'employeur de convenir par écrit et d'un commun accord pour une période d'essai plus longue telle qu'il est prévu par la loi du 24 mai 1989 sur le contrat à l'essai. Si un tel arrangement n'est pas possible ou voulu de part ou d'autre, la période d'essai sera automatiquement de 4 semaines.
- 3.5. Il ne peut être mis fin unilatéralement au contrat à l'essai pendant la période d'essai minimale de deux semaines, sauf pour motif grave conformément à l'article 27 de la loi du 24 mai 1989.

Luxembourg, le 1^{er} juillet 1989

Fédération des Entrepreneurs de Nationalité Luxembourgeoise	OGB-L
Georges Mullenbach président	Valerio De Matteis secrétaire central
Groupement des Entrepreneurs du Bâtiment et des Travaux Publics	LCGB
Camille Diederich président	François Schweitzer secrétaire général

Règlement grand-ducal du 26 janvier 1990 portant déclaration d'obligation générale des 1^{er} et 2^{ème} avenants à la convention collective de travail pour le métier de vitrier conclue entre la Confédération luxembourgeoise des syndicats chrétiens et la Confédération syndicale indépendante d'une part et la Fédération des patrons peintres et vitriers du Grand-Duché de Luxembourg d'autre part.

Nous JEAN, par la grâce de Dieu, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau;

Vu l'article 9 de la loi du 12 juin 1965 concernant les conventions collectives de travail et l'article 22 de l'arrêté grand-ducal modifié du 6 octobre 1945 ayant pour objet l'institution, les attributions et le fonctionnement d'un Office national de conciliation;

Sur proposition concordante des membres permanents et des membres spéciaux de chacune des parties représentées à la Commission paritaire de conciliation et sur avis des Chambres professionnelles compétentes;

Vu l'article 27 de la loi du 8 février 1961 portant organisation du Conseil d'Etat et considérant qu'il y a urgence;

Sur le rapport de Notre Ministre du Travail et après délibération du Gouvernement en Conseil;

Arrêtons:

Art. 1^{er}. Les 1^{er} et 2^{ème} avenants à la convention collective de travail pour le métier de vitrier conclue entre la Confédération luxembourgeoise des syndicats chrétiens et la Confédération syndicale indépendante d'une part et la Fédération des patrons peintres et vitriers du Grand-Duché de Luxembourg d'autre part, sont déclarés d'obligation générale pour l'ensemble du métier pour lequel ils ont été établis.

Art. 2. Notre Ministre du Travail est chargé de l'exécution du présent règlement qui sera publié au Mémorial avec les avenants à la convention collective prémentionnée.

Le Ministre du Travail,
Jean-Claude Juncker

Château de Berg, le 26 janvier 1990.
Jean

NACHTRAG I

zum Kollektivvertrag für das Glasergewerbe vom 1. April 1987

1) Tarifliche Mindestlöhne

Mit Wirkung zum 1. April 1989 werden die bestehenden tariflichen Mindestlöhne um 5% angehoben und demnach wie folgt festgelegt (Index: 439,38):

a) Lehrlinge:	Regelung der Entschädigungen gemäss Gesetz.
b) Hilfsarbeiter:	1. Jahr: 188,30 F/St.
	2. Jahr: 188,30 F/St.
	3. Jahr: 191,55 F/St.
	4. Jahr: 196,95 F/St.
	5. Jahr: 200,20 F/St.
c) Fachhilfsarbeiter:	nach 5 Jahren Berufserfahrung: 210,95 F/St.
	nach 8 Jahren Berufserfahrung: 229,23 F/St.
	nach 10 Jahren Berufserfahrung: 242,15 F/St.
d) Facharbeiter:	im 1. Jahr nach der Lehre: 229,24 F/St.
	im 3. Jahr nach der Lehre: 229,24 F/St.
	im 5. Jahr nach der Lehre: 242,15 F/St.
	im 7. Jahr nach der Lehre: 249,70 F/St.
	im 10. Jahr nach der Lehre: 269,05 F/St.

2) Einstellung und Probezeit

Artikel 3 sub 3 des Kollektivvertrages vom 1. April 1987 wird wie folgt umgeändert:

«Die ersten sechs (6) Wochen nach der Einstellung gelten als Probezeit. Die Probezeit ist integraler Bestandteil jedes Arbeitsverhältnisses und braucht demzufolge nicht schriftlich festgehalten zu werden. Die Kündigungsfrist während der Probezeit beträgt sechs (6) Tage.»

3) Mehrarbeit

In Artikel 13.3 des Kollektivvertrages wird der Zuschlag für Sonntagsarbeit auf 70% festgelegt.

4) Unfallschutz

Einführung eines neuen Artikels 16 A:

- «1. Der Arbeitgeber ist verpflichtet zum Schutz von Leben und Gesundheit des Arbeitnehmers sowie zur Verhütung von Unfällen und unter Berücksichtigung der diesbezüglichen Bestimmungen, alle notwendigen Massnahmen zu treffen, die den Verhältnissen der unter diesen Vertrag fallenden Berufe angemessen sind.
2. Andererseits haben die Arbeitnehmer die Pflicht, den in Luxemburg gültigen Unfallverhütungsvorschriften Folge zu leisten, um ein unfallfreies Arbeiten zu gewährleisten. Die Unfallverhütungsvorschriften werden dem Arbeitnehmer von Arbeitgeber gratis ausgehändigt.
3. In der Werkstatt ist ein «Erste-Hilfe-Kasten» in ständiger Bereitschaft zu halten.»

5) Vertragsdauer

Auf der Grundlage des vorliegenden Nachtrages gilt der bestehende Kollektivvertrag für die Dauer vom 1. April 1989 bis zum 31. Dezember 1990 einschliesslich als verlängert.

Luxemburg, den 12. April 1989.

Fédération des Patrons-Peintres et Vitriers du G.-D. de Luxembourg	OGB-L Valerio De Matteis, secrétaire central
Section des Patrons-Vitriers	LCGB
Ferd Kohn, Président	François Schweitzer, secrétaire général

NACHTRAG II

zum Kollektivvertrag für das Glasergerberbe vom 1. April 1987

Abänderung von Artikel 3 (Einstellung + Probezeit) des Kollektivvertrags vom 1. April 1987

- 1) Die Einstellung von Arbeitskräften erfolgt gemäss den diesbezüglichen Gesetzesbestimmungen, welche einen integralen Bestandteil dieses Vertrages bilden.
- 2) Die ersten 4 Wochen nach der Einstellung gelten als Probezeit. Diese Probezeit ist Bestandteil jedes Arbeitsverhältnisses und gilt somit für jeden neuen Arbeitsvertrag ohne dass es der Schriftform bedarf. Die Kündigungsfrist während der Probezeit von 4 Wochen beträgt 4 Tage.
- 3) Es steht darüber hinaus dem Arbeitnehmer und dem Arbeitgeber frei, in gemeinsamen Einverständnis schriftlich eine längere Probezeit zu vereinbaren, gemäss den Bestimmungen des Gesetzes vom 24. Mai 1989 über den Arbeitsvertrag. Wenn es diesbezüglich zu keinem Einverständnis kommt, gilt automatisch die unter sub 2) vorgesehene Probezeit.

Luxemburg, den 1. Juli 1989.

Fédération des Patrons-Peintres et Vitriers du G.-D. de Luxembourg	OGB-L Valerio De Matteis, Zentralsekretär
Sektion der Glasermeister	LCGB
Fernand Hemmen, Sekretär	François Schweitzer, Generalsekretär

Règlement grand-ducal du 26 janvier 1990 portant déclaration d'obligation générale du 2^{ème} avenant à la convention collective de travail pour le métier de peintre conclue entre la Confédération luxembourgeoise des syndicats chrétiens et la Confédération syndicale indépendante d'une part et la Fédération des patrons peintres et vitriers du Grand-Duché de Luxembourg d'autre part.

Nous JEAN, par la grâce de Dieu, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau;

Vu l'article 9 de la loi du 12 juin 1965 concernant les conventions collectives de travail et l'article 22 de l'arrêté grand-ducal modifié du 6 octobre 1945 ayant pour objet l'institution, les attributions et le fonctionnement d'un Office national de conciliation;

Sur proposition concordante des membres permanents et des membres spéciaux de chacune des parties représentées à la Commission paritaire de conciliation et sur avis des Chambres professionnelles compétentes;

Vu l'article 27 de la loi du 8 février 1961 portant organisation du Conseil de l'Etat et considérant qu'il y a urgence;

Sur le rapport de Notre Ministre du Travail et après délibération du Gouvernement en Conseil;

Arrêtons:

Art. 1^{er}. Le 2^{ème} avenant à la convention collective de travail pour le métier de peintre conclue entre la Confédération luxembourgeoise des syndicats chrétiens et la Confédération syndicale indépendante d'une part et la Fédération des patrons peintres et vitriers du Grand-Duché de Luxembourg d'autre part, est déclaré d'obligation générale pour l'ensemble du métier pour lequel il a été établi.

Art. 2. Notre Ministre du Travail est chargé de l'exécution du présent règlement qui sera publié au Mémorial avec l'avenant à la convention collective prémentionnée.

Le Ministre du Travail,
Jean-Claude Juncker

Château de Berg, le 26 janvier 1990.
Jean

NACHTRAG II

zum Kollektivvertrag für das Anstreichergewerbe vom 1. Januar 1986

Abänderung von Artikel 3 (Einstellung + Probezeit) des Kollektivvertrags vom 1. Januar 1986

- 1) Die Einstellung von Arbeitskräften erfolgt gemäss den diesbezüglichen Gesetzesbestimmungen, welche einen integralen Bestandteil dieses Vertrages bilden.
- 2) Die ersten 4 Wochen nach der Einstellung gelten als Probezeit. Diese Probezeit ist Bestandteil jedes Arbeitsverhältnisses und gilt somit für jeden neuen Arbeitsvertrag ohne dass es der Schriftform bedarf. Die Kündigungsfrist während der Probezeit von 4 Wochen beträgt 4 Tage.
- 3) Es steht darüber hinaus dem Arbeitnehmer und dem Arbeitgeber frei, in gemeinsamen Einverständnis schriftlich eine längere Probezeit zu vereinbaren, gemäss den Bestimmungen des Gesetzes vom 24. Mai 1989 über den Arbeitsvertrag. Wenn es diesbezüglich zu keinem Einverständnis kommt, gilt automatisch die unter sub 2) vorgesehene Probezeit.

Luxemburg, den 1. Juli 1989.

Fédération des Patrons-Peintres
et Vitriers du G.-D. de Luxembourg

Fernand Hemmen, Sekretär

OGB-L

Valerio De Matteis, Zentralsekretär

LCGB

François Schweitzer, Generalsekretär

Règlement grand-ducal du 26 janvier 1990 portant déclaration d'obligation générale des 2^{ème} et 3^{ème} avenants à la convention collective de travail pour le métier de menuisier conclue entre la Confédération luxembourgeoise des syndicats chrétiens et la Confédération syndicale indépendante d'une part et l'Association des patrons menuisiers du Grand-Duché de Luxembourg d'autre part.

Nous JEAN, par la grâce de Dieu, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau;

Vu l'article 9 de la loi du 12 juin 1965 concernant les conventions collectives de travail et l'article 22 de l'arrêté grand-ducal modifié du 6 octobre 1945 ayant pour objet l'institution, les attributions et le fonctionnement d'un Office national de conciliation;

Sur proposition concordante des membres permanents et des membres spéciaux de chacune des parties représentées à la Commission paritaire de conciliation et sur avis des Chambres professionnelles compétentes;

Vu l'article 27 de la loi du 8 février 1961 portant organisation du Conseil d'Etat et considérant qu'il y a urgence;

Sur le rapport de Notre Ministre du Travail et après délibération du Gouvernement en Conseil;

Arrêtons:

Art. 1^{er}. Les 2^{ème} et 3^{ème} avenants à la convention collective de travail pour le métier de menuisier conclue entre la Confédération luxembourgeoise des syndicats chrétiens et la Confédération syndicale indépendante d'une part et l'Association des patrons menuisiers du Grand-Duché de Luxembourg d'autre part, sont déclarés d'obligation générale pour l'ensemble du métier pour lequel ils ont été établis.

Art. 2. Notre Ministre du Travail est chargé de l'exécution du présent règlement qui sera publié au Mémorial avec les avenants à la convention collective prémentionnée.

Le Ministre du Travail,
Jean-Claude Juncker

Château de Berg, le 26 janvier 1990.
Jean

NACHTRAG II

zum Kollektivvertrag für das Schreinerergewerbe vom 1. August 1985

Art. 1. Mit Wirkung per 1. Mai 1989 werden im Schreinerhandwerk alle Tariflöhne und alle effektiven Löhne um 2% angehoben. Am 1. Januar 1990 erfolgt nochmals eine Anpassung aller Löhne um 1%.

Die tariflichen Mindestlöhne (Index 439,38) werden demnach wie folgt angepasst:

<i>Hilfsarbeiter</i>	<i>1.5.1989</i>	<i>1.1.1990</i>
1.Arbeitsjahr	182,95 (184,79) F/St	184,75 (184,79) F/St.
2.Arbeitsjahr	182,95 (184,79) F/St	184,75 (184,79) F/St.
3.Arbeitsjahr	182,95 (184,79) F/St	184,75 (184,79) F/St.
4.Arbeitsjahr	194,75 F/St	196,70 F/St.
5.Arbeitsjahr	201,35 F/St.	203,35 F/St.
<i>Gesellen:</i>		
im 1. Gesellenjahr	219,55 (221,75) F/St	221,75 F/St.
im 2. Gesellenjahr	219,55 (221,75) F/St	221,75 F/St.
im 3. Gesellenjahr	219,55 (221,75) F/St	221,75 F/St.
im 4. Gesellenjahr	225,80 F/St	228,05 F/St.
im 5. Gesellenjahr	225,80 F/St	228,05 F/St.
im 6. Gesellenjahr	271,85 F/St	274,55 F/St.
im 7. Gesellenjahr	281,25 F/St	284,05 F/St.
im 8. Gesellenjahr	290,65 F/St	293,55 F/St.
Vollgesellen	319,90 F/St	323,10 F/St.

— in Klammern Stundenlohn für Arbeiter mit Familienlasten (Mindestlohn-Gesetz).

Art. 2. Artikel 3.3. des Kollektivvertrages vom 1.August 1985 wird wie folgt umgeändert.

«Die ersten sechs (6) Wochen nach der Einstellung gelten als Probezeit. Die Probezeit ist integraler Bestandteil jedes Arbeitsverhältnisses und braucht demzufolge nicht schriftlich festgehalten zu werden. Die Kündigungsfrist während der Probezeit beträgt sechs (6) Tage.»

Art. 3. Auf der Grundlage des vorliegenden Nachtrages gilt der bestehende Kollektivvertrag für die Dauer vom 1. Mai 1989 bis einschliesslich 31. Dezember 1990 als verlängert.

Luxemburg, den 12. April 1989.

Association des Patrons-Menusiers du Grand-Duché de Luxembourg	OGB-L Valerio De Matteis, Zentralsekretär
Ernest Zeyen, Präsident	LCGB
Roland Mich, Vize-Präsident	François Schweitzer, Generalsekretär

NACHTRAG III

zum Kollektivvertrag für das Schreinergerwerbe vom 1. August 1985

Abänderung von Artikel 3 (Einstellung + Probezeit) des Kollektivvertrages vom 1. August 1985.

- 1) Die Einstellung von Arbeitskräften erfolgt gemäss den diesbezüglichen Gesetzesbestimmungen, welche einen integralen Bestandteil dieses Vertrages bilden.
- 2) Die ersten 4 Wochen nach der Einstellung gelten als Probezeit. Diese Probezeit ist Bestandteil jedes Arbeitsverhältnisses und gilt somit für jeden neuen Arbeitsvertrag ohne dass es der Schriftform bedarf. Die Kündigungsfrist während der Probezeit von 4 Wochen beträgt 4 Tage.
- 3) Es steht darüber hinaus dem Arbeitnehmer und dem Arbeitgeber frei, in gemeinsamen Einverständnis schriftlich eine längere Probezeit zu vereinbaren, gemäss den Bestimmungen des Gesetzes vom 24. Mai 1989 über den Arbeitsvertrag. Wenn es diesbezüglich zu keinem Einverständnis kommt, gilt automatisch die unter sub 2) vorgesehene Probezeit.

Luxemburg, den 1. Juli 1989.

Association des Patrons-Menusiers du Grand-Duché de Luxembourg	OGB-L Valerio De Matteis, Zentralsekretär
Ernest Zeyen, Präsident	LCGB
Fernand Hemmen, Sekretär	François Schweitzer, Generalsekretär

Règlement grand-ducal du 26 janvier 1990 portant déclaration d'obligation générale du 2^{ème} avenant à la convention collective de travail pour le métier de ferblantier et calorifugeur conclue entre la Confédération luxembourgeoise des syndicats chrétiens et la Confédération syndicale indépendante d'une part et la Fédération luxembourgeoise des maîtres ferblantiers et calorifugeurs du Grand-Duché de Luxembourg d'autre part.

Nous JEAN, par la grâce de Dieu, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau;

Vu l'article 9 de la loi du 12 juin 1965 concernant les conventions collectives de travail et l'article 22 de l'arrêté grand-ducal modifié du 6 octobre 1945 ayant pour objet l'institution, les attributions et le fonctionnement d'un Office national de conciliation;

Sur proposition concordante des membres permanents et des membres spéciaux de chacune des parties représentées à la Commission paritaire de conciliation et sur avis des Chambres professionnelles compétentes;

Vu l'article 27 de la loi du 8 février 1961 portant organisation du Conseil d'Etat et considérant qu'il y a urgence;

Sur le rapport de Notre Ministre du Travail et après délibération du Gouvernement en Conseil;

Arrêtons:

Art. 1^{er}. Le 2^{ème} avenant à la convention collective de travail pour le métier de ferblantier et calorifugeur conclue entre la Confédération luxembourgeoise et les syndicats chrétiens et la Confédération syndicale indépendante d'une part et la Fédération luxembourgeoise des maîtres ferblantiers et calorifugeurs du Grand-Duché de Luxembourg d'autre part, est déclaré d'obligation générale pour l'ensemble du métier pour lequel il a été établi.

Art. 2. Notre Ministre du Travail est chargé de l'exécution du présent règlement qui sera publié au Mémorial avec l'avenant à la convention collective prémentionnée.

Le Ministre du Travail,
Jean-Claude Juncker

Château de Berg, le 26 janvier 1990.
Jean

NACHTRAG II

zum Kollektivvertrag für das Klempner- und Isolierergewerbe vom 1. Januar 1986

Abänderung von Artikel 3 (Einstellung + Probezeit) des Kollektivvertrags vom 1. Januar 1986

- 1) Die Einstellung von Arbeitskräften erfolgt gemäss den diesbezüglichen Gesetzesbestimmungen, welche einen integralen Bestandteil dieses Vertrages bilden.
- 2) Die ersten 4 Wochen nach der Einstellung gelten als Probezeit. Diese Probezeit ist Bestandteil jedes Arbeitsverhältnisses und gilt somit für jeden neuen Arbeitsvertrag ohne dass es der Schriftform bedarf. Die Kündigungsfrist während der Probezeit von 4 Wochen beträgt 4 Tage.
- 3) Es steht darüber hinaus dem Arbeitnehmer und dem Arbeitgeber frei, in gemeinsamen Einverständnis schriftlich eine längere Probezeit zu vereinbaren, gemäss den Bestimmungen des Gesetzes vom 24. Mai 1989 über den Arbeitsvertrag. Wenn es diesbezüglich zu keinem Einverständnis kommt, gilt automatisch die unter sub 2) vorgesehene Probezeit.

Luxemburg, den 1. Juli 1989.

Fédération Luxembourgeoise des
Maîtres Ferblantiers et Calorifugeurs
du Grand-Duché de Luxembourg

Fernand Hemmen, Sekretär

OGB-L

Valerio De Matteis, Zentralsekretär

LCGB

François Schweitzer, Generalsekretär

Règlement grand-ducal du 26 janvier 1990 portant déclaration d'obligation générale du 1^{er} avenant à la convention collective de travail pour le métier d'électricien conclue entre la Confédération luxembourgeoise des syndicats chrétiens et la Confédération syndicale indépendante d'une part et l'Association des patrons électriciens du Grand-Duché de Luxembourg d'autre part.

Nous JEAN, par la grâce de Dieu, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau;

Vu l'article 9 de la loi du 12 juin 1965 concernant les conventions collectives de travail et l'article 22 de l'arrêté grand-ducal modifié du 6 octobre 1945 ayant pour objet l'institution, les attributions et le fonctionnement d'un Office national de conciliation;

Sur proposition concordante des membres permanents et des membres spéciaux de chacune des parties représentées à la Commission paritaire de conciliation et sur avis des Chambres professionnelles compétentes;

Vu l'article 27 de la loi du 8 février 1961 portant organisation du Conseil d'Etat et considérant qu'il y a urgence;
Sur le rapport de Notre Ministre du Travail et après délibération du Gouvernement en Conseil;

Arrêtons:

Art. 1^{er}. Le 1^{er} avenant à la convention collective de travail pour le métier d'électricien conclue entre la Confédération luxembourgeoise des syndicats chrétiens et la Confédération syndicale indépendante d'une part et l'Association des patrons électriciens du Grand-Duché de Luxembourg d'autre part, est déclaré d'obligation générale pour l'ensemble du métier pour lequel il a été établi.

Art. 2. Notre Ministre du Travail est chargé de l'exécution du présent règlement qui sera publié au Mémorial avec l'avenant à la convention collective prémentionnée.

Le Ministre du Travail,
Jean-Claude Juncker

Château de Berg, le 26 janvier 1990.
Jean

NACHTRAG I

zum Kollektivvertrag für das Elektrikergewerbe vom 1. Februar 1988

Abänderung von Artikel 3 (Einstellung + Probezeit) des Kollektivvertrags vom 1. Februar 1988

- 1) Die Einstellung von Arbeitskräften erfolgt gemäss den diesbezüglichen Gesetzesbestimmungen, welche einen integralen Bestandteil dieses Vertrages bilden.
- 2) Die ersten 4 Wochen nach der Einstellung gelten als Probezeit. Diese Probezeit ist Bestandteil jedes Arbeitsverhältnisses und gilt somit für jeden neuen Arbeitsvertrag ohne dass es der Schriftform bedarf. Die Kündigungsfrist während der Probezeit von 4 Wochen beträgt 4 Tage.
- 3) Es steht darüber hinaus dem Arbeitnehmer und dem Arbeitgeber frei, in gemeinsamen Einverständnis schriftlich eine längere Probezeit zu vereinbaren, gemäss den Bestimmungen des Gesetzes vom 24. Mai 1989 über den Arbeitsvertrag. Wenn es diesbezüglich zu keinem Einverständnis kommt, gilt automatisch die unter sub 2) vorgesehene Probezeit.

Luxemburg, den 1. Juli 1989.

Association des Patrons-Electriciens
du Grand-Duché de Luxembourg

Fernand Hemmen, Sekretär

OGB-L

Valerio De Matteis, Zentralsekretär

LCGB

François Schweitzer, Generalsekretär

Règlement grand-ducal du 26 janvier 1990 portant déclaration d'obligation générale du 2^{ième} avenant à la convention collective de travail pour le métier de couvreur conclue entre la Confédération luxembourgeoise des syndicats chrétiens et la Confédération syndicale indépendante d'une part et la Fédération des maîtres couvreurs du Grand-Duché de Luxembourg d'autre part.

Nous JEAN, par la grâce de Dieu, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau;

Vu l'article 9 de la loi du 12 juin 1965 concernant les conventions collectives de travail et l'article 22 de l'arrêté grand-ducal modifié du 6 octobre 1945 ayant pour objet l'institution, les attributions et le fonctionnement d'un Office national de conciliation;

Sur proposition concordante des membres permanents et des membres spéciaux de chacune des parties représentées à la Commission paritaire de conciliation et sur avis des Chambres professionnelles compétentes;

Vu l'article 27 de la loi du 8 février 1961 portant organisation du Conseil d'Etat et considérant qu'il y a urgence;

Sur le rapport de Notre Ministre du Travail et après délibération du Gouvernement en Conseil;

Arrêtons:

Art. 1^{er}. Le 2^{ième} avenant à la convention collective de travail pour le métier de couvreur conclue entre la Confédération luxembourgeoise des syndicats chrétiens et la Confédération syndicale indépendante d'une part et la Fédération des maîtres couvreurs du Grand-Duché de Luxembourg d'autre part, est déclaré d'obligation générale pour l'ensemble du métier pour lequel il a été établi.

Art. 2. Notre Ministre du Travail est chargé de l'exécution du présent règlement qui sera publié au Mémorial avec l'avenant à la convention collective prémentionnée.

Le Ministre du Travail,
Jean-Claude Juncker

Château de Berg, le 26 janvier 1990.
Jean

NACHTRAG II
zum Kollektivvertrag für das Dachdeckergewerbe vom 1. August 1985

Abänderung von Artikel 3 (Einstellung + Probezeit) des Kollektivvertrags vom 1. August 1985

- 1) Die Einstellung von Arbeitskräften erfolgt gemäss den diesbezüglichen Gesetzesbestimmungen, welche einen integralen Bestandteil dieses Vertrages bilden.
- 2) Die ersten 4 Wochen nach der Einstellung gelten als Probezeit. Diese Probezeit ist Bestandteil jedes Arbeitsverhältnisses und gilt somit für jeden neuen Arbeitsvertrag ohne dass es der Schriftform bedarf. Die Kündigungsfrist während der Probezeit von 4 Wochen beträgt 4 Tage.
- 3) Es steht darüber hinaus dem Arbeitnehmer und dem Arbeitgeber frei, in gemeinsamen Einverständnis schriftlich eine längere Probezeit zu vereinbaren, gemäss den Bestimmungen des Gesetzes vom 24. Mai 1989 über den Arbeitsvertrag. Wenn es diesbezüglich zu keinem Einverständnis kommt, gilt automatisch die unter sub 2) vorgesehene Probezeit.

Luxemburg, den 1. Juli 1989.

Fédération des Patrons-Couvreurs
du Grand-Duché de Luxembourg

Fernand Hemmen, Sekretär

OGB-L

Valerio De Matteis, Zentralsekretär

LCGB

François Schweitzer, Generalsekretär

Règlement grand-ducal du 26 janvier 1990 portant déclaration d'obligation générale du 2^{ième} avenant à la convention collective de travail pour le métier de carreleur conclue entre le Syndicat des carreleurs, affilié à la Confédération syndicale indépendante, d'une part et la Fédération des entreprises de carrelage du Grand-Duché de Luxembourg d'autre part.

Nous JEAN, par la grâce de Dieu, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau;

Vu l'article 9 de la loi du 12 juin 1965 concernant les conventions collectives de travail et l'article 22 de l'arrêté grand-ducal modifié du 6 octobre 1945 ayant pour objet l'institution, les attributions et le fonctionnement d'un Office national de conciliation;

Sur proposition concordante des membres permanents et des membres spéciaux de chacune des parties représentées à la Commission paritaire de conciliation et sur avis des Chambres professionnelles compétentes;

Vu l'article 27 de la loi du 8 février 1961 portant organisation du Conseil d'Etat et considérant qu'il y a urgence;

Sur le rapport de Notre Ministre du Travail et après délibération du Gouvernement en Conseil;

Arrêtons:

Art. 1^{er}. Le 2^{ième} avenant à la convention collective de travail pour le métier de carreleur conclue entre le Syndicat des carreleurs, affilié à la Confédération syndicale indépendante, d'une part et la Fédération des entreprises de carrelage du Grand-Duché de Luxembourg d'autre part, est déclaré d'obligation générale pour l'ensemble du métier pour lequel il a été établi.

Art. 2. Notre Ministre du Travail est chargé de l'exécution du présent règlement qui sera publié au Mémorial avec l'avenant à la convention collective prémentionnée.

Le Ministre du Travail,
Jean-Claude Juncker

Château de Berg, le 26 janvier 1990.
Jean

NACHTRAG II
zum Kollektivvertrag für das Fliesenlegergewerbe vom 1. Juli 1985

Abänderung von Artikel 4 (Einstellung und Probezeit) des Kollektivvertrags vom 1. Juli 1985

- 1) Die Einstellung von Arbeitskräften erfolgt gemäss den diesbezüglichen Gesetzesbestimmungen, welche einen integralen Bestandteil dieses Vertrages bilden.
- 2) Die ersten 4 Wochen nach der Einstellung gelten als Probezeit. Diese Probezeit ist Bestandteil jedes Arbeitsverhältnisses und gilt somit für jeden neuen Arbeitsvertrag ohne dass es der Schriftform bedarf. Die Kündigungsfrist während der Probezeit von 4 Wochen beträgt 4 Tage.

- 3) Es steht darüber hinaus dem Arbeitnehmer und dem Arbeitgeber frei, in gemeinsamen Einverständnis schriftlich eine längere Probezeit zu vereinbaren, gemäss den Bestimmungen des Gesetzes vom 24. Mai 1989 über den Arbeitsvertrag. Wenn es diesbezüglich zu keinem Einverständnis kommt, gilt automatisch die unter sub 2) vorgesehene Probezeit.
- 4) Während der zweiwöchigen gesetzlichen Mindestdauer der Probezeit darf der Probevertrag nicht gekündigt werden. Eine eventuelle Kündigung kann also frühestens ab dem 15. Kalendertag nach Arbeitsbeginn eintreten. Diese Regelung gilt für Punkt 2) und 3).

Luxemburg, den 1. Juli 1989.

Fédération des Entreprises
de Carrelages
du Grand-Duché de Luxembourg
Fernand *Hemmen*, Sekretär

Syndicat des Carreleurs - OGB-L

Eugène *Bausch*